

Près de 20 morts après l'attentat de samedi au Burundi

PANA, 25/08/2008 Bujumbura, Burundi - Un nouveau bilan de l'attentat à la grenade perpétré samedi soir contre des centaines d'invités à une cérémonie de mariage, dans le centre du Burundi, a fait état, lundi à la mi-journée, d'une vingtaine de personnes décédées. L'attaque avait fait sur le coup 11 morts et 68 blessés graves parmi lesquels on continue d'enregistrer des décès, a indiqué une source hospitalière à Gitega, une ville du centre du Burundi.

Le ministre burundais de la Sécurité publique, le général Alain Guillaume Bunyoni, a condamné avec énergie l'attaque lundi et fait savoir qu'un présumé auteur du forfait avait été arrêté. Les proches des victimes ne décollèrent pas, lundi encore, à manifester leur mécontentement autour de la prison où est détenu le présumé criminel, réclamant sa pendaison sur la voie publique pour venger le forfait et décourager ce genre d'acte ignoble. Le général Bunyoni a tenté de calmer la situation en promettant une enquête rapide et un châtiment, dans les limites de la loi, contre l'auteur du crime. Les premiers éléments d'enquête ont mis en cause le demi-frère de l'homme qui voulait convoler en justes noces. Un conflit foncier entre les deux frères ennemis serait, par ailleurs, le principal mobile du crime. Le ministre Bunyoni a saisi la même occasion pour annoncer le désarmement à grande échelle des civils qui en viennent souvent aux mains pour régler des comptes de tous ordres. Le gouvernement compte, notamment, renforcer les capacités opérationnelles d'une commission nationale en charge du désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre qui bénéficient d'un budget de 300 millions de Francs burundais (près de 300.000 dollars US), d'après toujours le ministre Bunyoni. La commission a été installée officiellement en 2006 mais, selon plusieurs sources sécuritaires nationales et internationales, seulement 5.000 armes ont été à ce jour récupérées dans un pays où les engins de mort aux mains des civils restent considérables. Une centaine d'enquêteurs conjoints de la principale ligue nationale de défense des droits de l'Homme, "Iteka" et l'organisation suisse "Smalls Arms Survey", faisaient état d'au moins 100.000 magazines en détention illégale d'armes à feu et qui ont profité de la déferlante de guerre civile pour s'équiper. Le dernier rapport annuel de la ligue "Iteka" sur la situation des droits de l'Homme en 2007 fait, en outre, état d'un nombre total de 641 victimes d'assassinats et meurtres par différents types d'armes, ainsi que 470 autres personnes grièvement blessées dans ces divers actes de barbarie avérés. Parmi ces victimes, 169 auraient été tuées à l'arme blanche, 98 à la grenade, 259 au fusil, 2 par bombe, 24 par empoisonnement et 89 autres par des armes non-identifiées. Le processus de désarmement devrait s'inspirer des expériences menées ailleurs et aller de pair avec une politique de conception de projets de développement qui occuperaient toutes les personnes se servant des armes comme source de revenus, estime le rapport de la ligue "Iteka".